Bayonne

Des mots sur la pauvreté

SECOURS CATHOLIQUE L'association caritative a divulgué ses statistiques annuelles. Des personnes « précaires » racontent leur réalité, entre galère matérielle et préjugés gluants

PIERRE PENIN
p.penin@sudouest.fr

La pauvreté au Pays basque et dans les Pays de l'Adour

Un jour, ils ont subsisté grâce à l'aide alimentaire du Secours catholique. Aujourd'hui, ils sont bénévoles de l'organisation caritative. Dans les locaux bayonnais de la délégation des Pays de l'Adour (1), ils partagent leur expérience de la pauvreté. Michèle et Jean-Yves préfèrent témoigner anonymement. La précarité fait peur et charrie tant de préjugés. Ils le savent mieux que personne. Mais leurs paroles donnent chair aux chiffres annuellement dévoilés par l'association solidaire. Ceux-ci décrivent une France fragile, où 9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Dans les Pyrénées-Atlantiques et les Landes, le Secours catholique a aidé près de 9 200 personnes en 2016. Elles y ont trouvé de quoi se nourrir. S'habiller parfois. Une aide administrative, pour rechercher un emploi, pour se loger ou se déplacer. Plus que tout, les « bénéficiaires » ont trouvé une présence, une écoute. Jean-Yves décrit « la grande solitude » de celui qui a chuté de sa condition, les désarçonnés du CDI (2). Quand le chômage est épuisé, qu'il ne reste que les minima sociaux pour ne pas vraiment vivre. Quand l'essence de la voiture s'économise au kilomètre. Le luxe consiste à se payer un café, alors vous pensez bien, remettre sa tournée… C'est l'isolement.

Maudits « quinquas »

Jean-Yves s'est brisé le dos dans le bâtiment. « J'ai été déclaré inapte. » Alors il se forme, devient technicien informatique. Il trouve vite un boulot. « Mais l'entreprise a fermé. Par la suite, on me disait toujours que je n'avais pas assez d'expérience. »

Et puis la cinquantaine approche, le marché du travail vous regarde de traviole. Le chômage dure. « Vous savez, l'informatique, ça évolue vite. » Jean-Yves connaît toutes les petites musiques pour dire « non ». Il entendra encore les sales rengaines après une nouvelle formation, cette fois de technicien du bâtiment.

« Je suis un papa séparé », confie-t-il. Sa fille vient passer ses vacances chez lui. « Quand elle repart, vous vous retrouvez seul entre quatre murs. C'est dur. » Le Secours catholique l'a aidé à manger. « C'est important, bien sûr. Mais on a beau avoir quelque chose dans l'assiette, quand on est seul devant sa télé… » L'autre et l'humanité qu'il a trouvés dans les permanences l'ont autant aidé que les denrées. « J'ai rencontré d'autres personnes comme moi. Ça rassure. On se dit qu'on n'est pas un moins que rien. » Devenu bénévole, il entretient ce « lien social » primordial.

> « L'école me demandait ma carte de séjour pour m'inscrire et la préfecture voulait mon inscription pour renouveler ma carte »

Un jour, Michèle a raconté à une voisine sa quête difficile d'un travail. « Elle m'a répondu qu'elle voyait beaucoup d'annonces pour des ménages. » Michèle est une femme, elle est noire. Accessoirement ingénieure agronome. En rendez-vous avec sa mutuelle, on suppose qu'elle vient pour la CMU (3). Quoi d'autre ? À la CAF, probablement pour des allocations.

Vie de migrante

Elle avait 14 ans quand elle est arrivée en France, en 2003. « Ma famille travaillait à l'ambassade du Cameroun. Mon parcours est celui d'un migrant qui essaie de s'en sortir. » Depuis sa majorité, elle doit chaque année obtenir de l'État un renouvellement de son permis de séjour. Obligatoire pour travailler. « J'ai failli me retrouver à la rue, lorsque j'étais étudiante, à Clermont. L'école me demandait ma carte de séjour pour m'inscrire et la préfecture voulait mon inscription pour renouveler ma carte. C'est à cette époque que j'ai connu le Secours catholique. » Kafka en Auvergne.

Sa carte, elle doit la présenter régulièrement aux contrôles policiers. « Mon conjoint est originaire du Pays basque, lui ne se fait jamais contrôler. Moi, l'agent de la PAF (4) qui me contrôle dans le train appelle en plus la préfecture pour vérifier mes papiers. » Solidement diplômée, Michèle peine à trouver un boulot stable. Un an de chômage lors des quatre dernières années. Pas assez d'expérience. Surqualifiée. Voilà ce qu'elle entend perpétuellement. Elle connaît par cœur les balivernes sur les chômeurs contents de leur sort, douillettement calés dans le moelleux des prestations sociales. Exaspérant.

Le Secours catholique lutte contre la pauvreté et les stéréotypes qu'elle charrie. Jean-Yves et Michèle montrent qu'il n'existe aucun canon de la précarité. Et pas plus d'immunité. Il faut regarder la pauvreté en face.

(1) Elle couvre les départements des Pyrénées-Atlantiques et des Landes.
(2) Contrat à durée indéterminée.
(3) Couverture maladie universelle.
(4) Police de l'air et des frontières.

BESOIN DE BÉNÉVOLES

Jeudi, le Secours catholique - Caritas France dévoilait son traditionnel bilan statistique annuel. Un détail chiffré de l'activité caritative de l'organisation qui brosse le paysage d'une France où les inégalités s'accroissent et la précarité s'enracine. Au niveau national, le Secours catholique - Caritas France a aidé plus de 1,4 million de personnes. Soit 767 000 adultes et 671 000 enfants. Le niveau de vie médian (soit la moyenne entre les ressources les plus hautes et les plus basses) des personnes était de 548 euros en 2016. À titre de comparaison, le seuil de pauvreté en France se situe autour de 1 000 euros. Et 19 % des personnes aidées étaient totalement sans ressource (0,00 €).

L'organisation solidaire compte 75 délégations à travers le pays et 68 000 bénévoles. Pour le secteur Pays de l'Adour, 1 538 personnes sont à l'œuvre. Elles sont 571 au Pays basque. Ces dévoués doivent faire face à des publics toujours plus fragiles et nombreux. Aussi, le Secours catholique recherche perpétuellement de nouveaux bénévoles. Pour s'engager au Pays basque, contacter le 05 59 50 70 80. Ou se rendre sur le site paysdeladour.secours-catholique.org